

Conseil exécutif de l'ACEP
Compte rendu de la réunion du 30 mai 2012
Bureau national de l'ACEP
Salle de conférence
17 h

Présences : C. Poirier (présidence), D. Brackley, G. Brennan, J.-L. Bourdages, R. Brockington, C. Creran, S. Gagnon, L. Haméon, A. Kurikshuk-Nemec, S. Mullen, A. Picotte, G. Phillips, L. Whitmore, A. Wong, M. Zinck, R. Zwicker C. Danik, J. Ouellette, D. Martin.

Absences justifiées : J. Marshall, S. Menard.

1. Points aux fins d'approbation

1 a) Adoption de l'ordre du jour

Les points suivants sont ajoutés à l'ordre du jour :

1 e) Comité et équipe de négociation collective BdP

1 f) Résolution sur les locaux à bureau

Résolution : Il est proposé par R. Zwicker et appuyé par A. Picotte d'adopter l'ordre du jour, avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 b) Compte rendu du huis clos du 25 avril 2012

1 c) Compte rendu du 25 avril 2012

On demande d'ajouter le résumé de la présentation donnée par Colliers International.

Résolution : Il est proposé par R. Brockington et appuyé par M. Zinck d'adopter le compte rendu, avec modifications.

Pour = 15, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

1 d) Résolutions de RHDCC

La section locale a demandé qu'une Assemblée générale extraordinaire soit convoquée afin de fournir aux membres une analyse de l'impact qu'a la mise en œuvre du budget fédéral sur les membres de l'ACEP, de consulter les membres et de leur donner l'occasion d'élaborer une stratégie à suivre par l'ACEP dans les mois à venir pour se défendre contre l'employeur.

Il est également résolu que la section locale RHDCC de l'ACEP demande au Conseil exécutif national de l'ACEP :

* d'adopter une motion semblable appuyant la protestation du 1er mai de l'AFPC,

* de verser une contribution financière de 1000 \$ aux organisateurs de l'événement,

* d'inciter tous les membres de l'ACEP de la RCN à participer à l'événement, par courriel et sur le site web de l'ACEP.

Il y a **consensus** que le président traite avec la section locale de façon informelle, car l'Association a déjà travaillé sur les demandes présentées par la section locale et qu'il n'est pas possible de tenir une AGE à ce moment-ci.

1 e) Comité et équipe de négociation collective BdP

Il est demandé qu'Alex Smith devienne membre du Comité de négociation collective et qu'il remplace Allison Goody à l'Équipe de négociation, et qu'Allison Goody demeure membre du Comité de négociation collective.

Résolution : Il est proposé par M. Zinck et appuyé par J.-L. Bourdages d'approuver les changements au comité et à l'équipe de négociation collective BdP. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 f) Résolution sur les locaux à bureau

Résolution : Le Comité des locaux à bureau recommande que le Conseil exécutif national renouvelle le bail au 100 rue Queen pour 10 ans aux conditions négociées par Colliers International.

Résolution : Il est proposé par R. Zwicker et appuyé par A. Picotte d'adopter la recommandation ci-dessus faite par le Comité des locaux à bureau. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

2. Rapports

2 a) Rapport du président

Le lendemain de notre dernière réunion, le Comité des finances s'est réuni toute la journée pour préparer le budget de l'ACEP. Il y a un mois, j'ai parlé de nos recettes et de nos dépenses. Il est maintenant clair que nous ne pouvons plus nous attendre à équilibrer notre budget ou, comme ce fut le cas l'an dernier, qu'un déficit anticipé se transforme ultimement en surplus. Nos préparatifs budgétaires ont mené à deux constatations : nos dépenses augmentent et nos recettes pourraient diminuer à la suite des réductions du budget fédéral. Le comité se réunit de nouveau demain et cherchera des moyens de restreindre les dépenses de l'organisation.

Une chose est très claire : nous entrons dans une période où nos membres auront besoin de nous plus que jamais, une période où les relations avec l'employeur seront difficiles. La question n'est plus de savoir si nous demanderons aux membres d'approuver une hausse des cotisations, mais plutôt de combien sera la hausse. Il nous faut une augmentation d'au moins 10 \$ par mois. Mais cela suffira-t-il? Devrions-nous établir un mécanisme d'indexation? Existe-t-il des solutions de rechange? Il devient urgent d'agir.

Pendant ce temps, l'ACEP assume un extraordinaire rôle de chef de file parmi les syndicats de la fonction publique fédérale dans plusieurs dossiers d'importance nationale, le premier étant le réaménagement des effectifs. Nous participons aux réunions du comité mixte national avec le Conseil du Trésor et la Commission de la fonction publique. L'ACEP joue un rôle clé à l'égard de plusieurs grands enjeux du réaménagement des effectifs, dont le rappel des travailleurs en congé à long terme, l'échange de postes et l'application de la Directive sur le réaménagement des effectifs. Un dossier qui nous préoccupe particulièrement touche l'ACEP directement : Ressources humaines et Développement de compétences Canada (RHDCC) lancera un concours qui placera les EC-7 actuels en concurrence avec les EC-8 dont le poste est aboli. Nous tentons de trouver une façon d'éviter cette situation pour nos membres.

Il y a deux semaines, nous avons écrit à la dirigeante principale des ressources humaines du Conseil du Trésor afin qu'elle donne instruction aux ministères de collaborer avec le Bureau du directeur parlementaire du budget (DPB). Des ministères ont refusé de fournir au DPB des renseignements sur les postes de la fonction publique qui sont éliminés. En conséquence, les parlementaires demeurent dans le noir au sujet des incidences du budget. Nous avons aussi demandé à nos collègues des autres syndicats de la fonction publique d'écrire des lettres similaires et nombre d'entre eux ont suivi l'initiative prise par l'ACEP.

Autre exemple de leadership, nous avons proposé à nos collègues de la coalition des Professionnels au service des Canadiens (PSC) que la coalition témoigne devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes sur le projet de loi C-38, *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 29 mars 2012 et mettant en œuvre d'autres mesures*. Les autres membres de la coalition ont accepté et la coalition a été invitée à comparaître devant le comité, grâce à l'excellent travail de l'ACEP. Pierre et Jean ont travaillé avec l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (IPFPC) et l'Association canadienne des agents financiers (ACAF) pour préparer le mémoire de la coalition. J'ai agi comme porte-parole de la coalition et comparu devant le comité à l'heure du dîner hier.

En dernier lieu, l'ACEP assumera encore le leadership quand elle lancera la campagne des « carrés gris » au cours de la semaine nationale de la fonction publique, incitant les fonctionnaires à porter un carré de tissu gris en signe de solidarité afin de montrer qu'ils n'ont pas l'esprit à la fête alors que d'autres travailleurs autour d'eux perdent leur emploi dans le sillage du budget fédéral. Les victimes de ces coupes ont droit à la reconnaissance pour leurs contributions passées et le sacrifice qu'ils font en ces temps difficiles. Les autres syndicats seront invités à participer à cette campagne.

Le printemps est la saison des assemblées générales annuelles dans nos sections locales. J'ai participé à la plupart des AGA dans la région de la capitale nationale, mais j'ai dû annuler ma visite dans l'Atlantique canadien, parce qu'elle coïncidait avec la remise massive de lettres à des employés touchés parmi nos membres EC à Statistique Canada et à RHDCC.

J'ai pu me rendre dans l'Ouest canadien, cependant, où j'ai trouvé une situation semblable à celle de la RCN, à l'exception notable de l'Alberta. À Edmonton, j'ai découvert une situation de l'emploi très différente. Les fonctionnaires fédéraux touchés sont invités à une foire de l'emploi où ils seront courtisés par des employeurs éventuels. Il semble y avoir plus d'emplois disponibles dans cette région que de travailleurs pour les occuper.

Comité consultatif sur les pensions – ce point sera traité à huis clos.

2 b) Rapport du directeur général des politiques

Négociation collective

EC :

L'ACEP et le Secrétariat du Conseil du Trésor se sont rencontrés en présence de Tom Clairmont, médiateur de la CRTFP, les 9 et 10 mai. Plusieurs questions ont été réglées, mais, dans la plupart des cas, par le retrait des propositions qui étaient sur la table. Aucune des affaires importantes n'a été discutée en détail. L'ACEP a exploré la possibilité d'avancer sur la question de l'indemnité de départ, mais le SCT a rapidement répliqué qu'il fallait accepter l'entente intervenue avec l'Alliance à ce sujet, sans plus. Le SCT a comme position vis-à-vis de la proposition de l'ACEP relative à la paye que l'employeur n'a pas de fonds. La prochaine étape consiste à préparer l'arbitrage. Depuis la séance de médiation, le conseiller juridique et le personnel de l'ACEP ont effectué la majeure partie des recherches et commencé la rédaction du mémoire. L'indemnité de départ et les rajustements salariaux sont et demeureront au centre de nos préoccupations. Les mémoires d'arbitrage seront échangés le 4 juin, lundi prochain.

TR :

Nous avons entrepris les recherches complémentaires à la recherche faite pour la table de négociation. L'employeur n'a démontré aucun intérêt à l'endroit de la médiation. Le négociateur de l'employeur est en congé de maladie depuis plusieurs semaines et nos homologues semblent se préparer à l'arbitrage. Les séances d'arbitrage sont prévues pour les 18, 19 et 20 juillet. À cette étape, nous serons représentés par un conseiller juridique. Le Bureau national travaillera avec le conseil sur le mémoire qui sera présenté au conseil arbitral. Le mémoire doit être terminé et envoyé à la CRTFP et à l'employeur au plus tard 14 jours avant le premier jour de l'audience, soit au plus tard le 4 juillet.

BdP :

Le seul fait nouveau est le choix de l'arbitre rendu par la CRTFP. L'arbitre est Renaud Paquet. La carrière de M. Paquet comprend une carrière dans le milieu de l'enseignement et plusieurs années d'expérience comme arbitre régi par le Code canadien du travail. Parallèlement à la table de négociation, l'employeur de la BdP a annoncé son intention de changer la politique qu'il applique aux situations de RE. La

politique actuelle de la BdP offre une garantie illimitée de continuité d'emploi. Nous suspectons que cette garantie sera la victime de cet examen. Ce qui est difficile à comprendre en ce moment, c'est de quelle façon la BdP croit pouvoir apporter un tel changement alors que nous sommes en pleine négociation.

RE

- Lionel Saurette a pris en charge la présentation et l'explication de la DRE aux membres. Par ailleurs, il nous guide dans l'examen des questions à étudier pour contrer les décisions de l'employeur, répondre aux ministères et satisfaire aux besoins des membres.
- Après les premières semaines où les avis arrivaient au bureau presque chaque heure, l'afflux de mauvaises nouvelles a cessé. Les membres appellent pour s'informer en grande partie parce que l'information qu'ils obtiennent de l'employeur est confuse.
- C'est en grande partie par l'intermédiaire du CNCGE que l'ACEP soulève des questions auprès du Conseil du Trésor. Les problèmes d'application de la DRE sont très nombreux au sein des ministères. La coordination semble inexistante. L'employeur a créé tout un désordre. On dirait qu'il n'avait pas prévu le réaménagement des effectifs. Nous essayons de faire en sorte que le comité se réunisse plus souvent, étant donné que les problèmes sont nombreux.
- Tableau du RE : Vous disposez d'une version à jour du tableau du système de suivi de l'ACEP concernant le RE. Je réitère ce que j'ai dit le mois dernier : les renseignements fournis par les ministères ne sont pas uniformes. Par conséquent, les catégories du tableau doivent être traitées comme s'excluant mutuellement. Les ministères ont de la difficulté à compter. D'ailleurs, l'ACEP a reçu plusieurs corrections que nous nous apprêtons à apporter aux tableaux.
- La sélection de fonctionnaires aux fins de maintien en poste ou de mise en disponibilité a commencé. Certains ministères semblent mieux organisés (STC) que d'autres (RHDCC).
- Nous continuons à procurer de l'information aux parties intéressées.

2 c) Rapport du directeur général des opérations

Affaires internes

Bruno Loranger, un agent des relations de travail à durée déterminée de l'ACEP, quittera l'ACEP cette semaine. La répartition du travail des ART par ministère/région sera modifiée.

Réaménagement des effectifs (RE)

Nous sommes toujours très occupés à répondre aux demandes de renseignements des membres, surtout par courriel et téléphone. Les deux agents des relations de travail

(ART/RE), avec l'aide d'autres ART en heures supplémentaires, ont réussi à répondre à toutes les demandes de renseignements et à éliminer l'arriéré. L'augmentation de la charge de travail de tous les ARTS reliée à leurs responsabilités en matière de RE, y compris la consultation patronale-syndicale, persiste.

Du 20 avril au 22 mai, nous avons reçu 204 nouvelles demandes de renseignements par courriel, et 54 par téléphone. Nous avons ouvert 283 dossiers de représentation au sujet de la RE jusqu'à maintenant cette année.

En raison de la charge de travail découlant du RE, la création du second poste temporaire d'agent des relations de travail RE (12 mois) a été devancée au 4 mai; le poste sera prolongé jusqu'au 31 août, après quoi la nécessité du poste sera réévaluée.

Des professionnels au service des Canadiens

Point discuté à huis clos.

Causes devant les tribunaux

Boshra et ACEP (Cour d'appel fédérale)

En ce qui concerne notre demande d'ordonnance d'outrage au tribunal contre M. Boshra, il a été sommé de comparaître en cour le 29 mai. En raison d'un nouveau point de procédure que M. Boshra a soulevé en cour le 23 mai, l'affaire a été reportée au 5 juin.

Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP)

Causes

C. Basic c. ACEP

Nous attendons les contre-arguments de M. Basic à nos observations écrites du 14 mai 2012.

S. Boshra c. ACEP

Au sujet de l'enregistrement des délibérations de la CRTFP, M. Boshra a répondu aux observations écrites de l'ACEP le 14 mai 2012. Nous attendons maintenant la décision de la CRTFP.

Rôle d'audiences

Il y a deux audiences prévues pour des causes de l'ACEP devant la CRTFP pour la période de mai à juillet 2012.

Ottawa	11 au 15 juin	Dupuis (discrimination – droits pers.)	StatCan
Vancouver	27 au 30 nov.	Anderson (énoncé de qualités)	Service Can.

Veillez noter que les audiences peuvent être reportées ou annulées jusqu’au jour de l’audience. Le rôle d’audiences de la CRTFP peut être consulté à :

http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_e.asp

http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_f.asp

2 d) Comité des finances

R. Brockington présente au CEN un rapport sur le processus budgétaire et comment le Comité des finances en est venu à la décision de recommander une hausse des cotisations aux membres.

Recommandation du Comité des finances

Le Comité des finances recommande au CEN qu’il recommande aux membres une augmentation des cotisations selon la formule précédemment choisie par le CEN.

Faits saillants de la discussion :

- Proposer une hausse des cotisations de 17 \$
- Nous sommes en retard de deux ans pour proposer une hausse des cotisations

Résolution : Il est proposé par R. Zwicker et appuyé par A. Picotte que le CEN recommande une hausse des cotisations aux membres et que le CEN donne au Comité des finances le mandat de préparer une solide proposition de hausse des cotisations.

Résolution retirée.

- Il n’y a pas assez de temps pour permettre au Comité des finances de préparer une proposition.
- Le CEN a voté précédemment sur une formule de hausse des cotisations, mais nous ne l’avons pas soumise aux membres, car ce n’était pas nécessaire à ce moment-là. Ceci s’est passé en 2010.
- En premier lieu, votons à savoir si nous voulons proposer une hausse des cotisations ou non. Nous pourrions ensuite discuter du montant ou d’une formule de hausse.

Résolution : Il est proposé par R. Zwicker et appuyé par A. Picotte que le CEN recommande une hausse des cotisations aux membres. **Résolution adoptée à l’unanimité.**

- Augmentation unique – pas certain du montant à demander
- Augmentation unique de 25 \$, puis de 10 \$

- Une augmentation pour un an, puis une baisse de 5 \$
- Un congé de cotisations pourrait être accordé plus tard si les cotisations sont augmentées
- Ne pas proposer cinq options différentes aux membres – proposer une hausse des cotisations, c'est tout – il nous faut décider du montant
- Le vérificateur signale que le fonds de réserve est bas depuis quelques années
- Le moment est mal choisi pour proposer une hausse des cotisations, alors que les membres tentent de sauver leurs emplois
- Pouvons-nous ne pas réduire le fonds de réserve?
- Réduire les placements va à l'encontre des conseils du vérificateur
- L'ACEP peut devoir lutter pour conserver son statut d'organisme à but non lucratif – nous serions considérés comme une entreprise à risque
- Le budget propose d'agrandir le bureau et d'en refaire la conception pour gagner de l'espace
- Nous manquons déjà d'espace
- Il faudra plus de personnel pour offrir les services aux membres
- L'Association a l'obligation légale d'installer des portes sécuritaires
- Prévoir une formule d'augmentation automatique dans l'avenir seulement si un déficit est envisagé dans un proche avenir
- Peut-être n'avons-nous besoin de hausser les cotisations que pour une période de trois ans – nous pourrions voir ensuite si nous avons un surplus ou un déficit
- Vote partagé
- Le fonds de réserve correspond à une demi-année de coûts de fonctionnement

2 e) Comité des communications

Les articles promotionnels sont arrivés. La plateforme pour les membres est retardée. R. Zwicker mentionne qu'il cherche un membre du comité pour en devenir président.

2 f) Comité des Statuts et des Règlements

Le comité consulte actuellement le Conseil des dirigeants des sections locales au sujet de la motion de R. Brockington demandant qu'un processus soit mis sur pied pour permettre au Conseil des dirigeants des sections locales (CDSL) de présenter des recommandations au CEN.

Le Conseil des dirigeants des sections locales a jusqu'au 15 juin 2012 pour présenter ses observations.

3) Suivis de la séance de planification stratégique

3 a) Ce qui constitue un « huis clos »

Point reporté.

3 b) Statistiques sur les cas

Point reporté.

4) Questions de fond aux fins de discussion

4 a) Budget fédéral

5) Levée de la séance

Résolution : Il est proposé par L. Whitmore et appuyé par L. Haméon de lever la séance à 20 h 30.